



Irak - Le désarmement, un mensonge fondamental

Le changement de régime, et non le désarmement, a toujours été le facteur déterminant de la politique américaine à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein.

Par [Scott Ritter](#)

Mondialisation.ca, 23 mars 2023

[Consortium News](#) 19 mars 2023

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre](#)

[USA OTAN](#)

L'establishment n'a toujours pas pris en compte le mensonge essentiel derrière l'invasion de l'Irak qui a commencé il y a 20 ans aujourd'hui, le 19 mars 2003.

A titre d'exemple, un article du *New York Times Magazine* de juillet 2020, censé faire la lumière sur l'Irak, a au contraire édulcoré le rôle de l'ancien secrétaire d'Etat Colin Powell dans la vente d'une guerre contre l'Irak au Conseil de sécurité de l'ONU en utilisant ce qui s'est avéré être de mauvais renseignements. "Colin Powell Still Wants Answers" est le titre de l'article rédigé par Robert Draper. "Les analystes qui ont fourni les renseignements, déclare un sous-titre de l'article, disent maintenant qu'ils ont été mis en doute au sein de la CIA à l'époque.

L'article de Draper est extrait de son livre *To Start a War : How the Bush Administration Took America into Iraq* (Commencer une guerre : comment l'administration Bush a conduit l'Amérique en Irak). Dans l'intérêt d'une divulgation complète, j'ai été approché par Draper en 2018 au sujet de son intérêt pour l'écriture de ce livre, et j'ai accepté d'être interviewé dans le cadre de ses recherches. Mes paroles n'ont apparemment pas eu beaucoup de poids.

Changement de régime, pas d'armes de destruction massive

J'ai passé un certain temps à expliquer à Draper que le problème avec l'Irak de Saddam Hussein n'a jamais été celui des armes de destruction massive (ADM), mais plutôt celui du changement de régime, et que tout doit être considéré à la lumière de cette réalité - y compris la présentation de Powell du 5 février 2003 devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Au vu du contenu de son article, j'aurais tout aussi bien pu m'adresser à un mur de briques.

La présentation de Powell devant le Conseil en 2003 ne s'est pas déroulée dans un vide politique. À bien des égards, l'invasion menée par les États-Unis en mars 2003 et l'occupation subséquente de l'Irak s'inscrivaient dans le prolongement de la guerre du Golfe de 1991, que Powell avait contribué à orchestrer. Ses suites malheureuses ont à nouveau eu lieu sous la surveillance de Powell en tant que président de l'état-major interarmées sous l'administration de George H. W. Bush.

Powell faisait partie de l'équipe politique qui a élaboré la réponse de l'après-guerre du Golfe au fait que le président irakien, Saddam Hussein, avait survécu à un conflit auquel il n'était pas censé participer. Après avoir été qualifié d'équivalent d'Adolf Hitler au Moyen-Orient, dont les crimes nécessitaient un châtement digne de Nuremberg, dans un [discours](#) prononcé

par le président Bush en octobre 1990, le maintien au pouvoir du président irakien après le conflit était devenu un problème politique pour le président Bush 41.

Powell était au courant de l'évaluation faite par la C.I.A. après la guerre sur la vulnérabilité du régime de Saddam face au maintien des sanctions économiques, et il a contribué à l'élaboration de la politique qui a conduit à l'adoption de la résolution 687 du Conseil de sécurité en avril 1991. Cette résolution établissait un lien entre l'obligation pour l'Irak de se débarrasser de ses armes de destruction massive avant toute levée des sanctions et le fait que la politique américaine consistait à ne pas lever ces sanctions, quel que soit l'état de désarmement de l'Irak, jusqu'à ce que Saddam ait été chassé du pouvoir.

Le changement de régime, et non le désarmement, a toujours été le facteur déterminant de la politique américaine à l'égard de l'Irak de Saddam Hussein. Powell le savait puisqu'il a contribué à l'élaboration de la politique initiale.

J'ai été témoin de la réalité de cette politique en tant qu'inspecteur en désarmement travaillant pour la Commission spéciale des Nations unies (UNSCOM), créée en vertu de la résolution 687 du Conseil de sécurité des Nations unies pour superviser le désarmement des armes de destruction massive de l'Irak. Engagé pour créer une capacité de renseignement pour l'équipe d'inspection, mon mandat s'est rapidement étendu aux opérations et, plus précisément, à la manière dont l'Irak dissimulait aux inspecteurs les armes et les capacités qu'il conservait.

SCUDS

L'une de mes premières tâches a été d'examiner les divergences dans la comptabilité irakienne de son arsenal de missiles SCUD modifiés ; en décembre 1991, j'ai rédigé une évaluation selon laquelle l'Irak conservait probablement une centaine de missiles. En mars 1992, l'Irak, sous la pression, a admis qu'il avait conservé une force de 89 missiles (ce nombre est ensuite passé à 97).

Après des recherches approfondies, j'ai pu corroborer les déclarations irakiennes et, en novembre 1992, j'ai publié une évaluation selon laquelle l'UNSCOM pouvait rendre compte de la totalité de la force de missiles SCUD de l'Irak. Il s'agissait bien entendu d'une conclusion inacceptable, étant donné qu'un Irak respectueux des règles signifiait que les sanctions devraient être levées et que Saddam survivrait.

La communauté du renseignement américaine a rejeté mes conclusions sans fournir de preuves factuelles pour les réfuter, et la C.I.A. a ensuite informé le Sénat qu'elle estimait que l'Irak conservait une force de quelque 200 missiles SCUD dissimulés. Tout cela s'est déroulé sous la surveillance de Powell en tant que président des chefs d'état-major interarmées.

J'ai contesté l'évaluation de la C.I.A. et j'ai organisé l'inspection la plus vaste et la plus complexe de l'histoire de l'UNSCOM pour enquêter sur les renseignements qui sous-tendaient l'évaluation de 200 missiles. En fin de compte, les renseignements se sont avérés erronés et, en novembre 1993, j'ai informé l'équipe dirigeante du directeur de la C.I.A. de la conclusion de l'UNSCOM selon laquelle tous les missiles SCUD avaient été recensés.

Déplacer les poteaux de but

La C.I.A. a réagi en affirmant que l'Irak disposait d'une force de 12 à 20 missiles SCUD dissimulés et que ce nombre ne changerait jamais, quoi que fasse l'UNSCOM. Cette même évaluation était en vigueur au moment de la présentation de Powell au Conseil de sécurité, un mensonge flagrant né de la fabrication délibérée de mensonges par une entité - la C.I.A. - dont la tâche était le changement de régime, et non le désarmement.

Powell savait tout cela, mais il a tout de même prononcé son discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

En octobre 2002, lors d'une [séance](#) d'information destinée à saper la crédibilité des inspecteurs de l'ONU qui se préparaient à retourner en Irak, la Defense Intelligence Agency a fait appel au Dr John Yurechko, responsable des opérations d'information, de déni et de tromperie au sein des services de renseignement de la défense, pour présenter un exposé détaillant les affirmations des États-Unis selon lesquelles l'Irak était engagé dans un processus systématique de dissimulation de ses programmes d'armes de destruction massive (ADM).

Selon M. Yurechko, le briefing a été compilé à partir de plusieurs sources, dont les "mémoires des inspecteurs" et des transfuges irakiens. Il s'agissait d'une farce, d'un effort délibéré de désinformation de la part de l'administration de Bush 43. Je sais qu'à partir de 1994, j'ai dirigé un effort concerté de l'UNSCOM impliquant les services de renseignement de huit nations pour aller au fond de ce que l'on appelle le "mécanisme de dissimulation" de l'Irak.

Grâce à des techniques innovantes de renseignement par imagerie, à l'interrogatoire de transfuges, à des réseaux d'agents et à l'interception de communications, combinés à des inspections sur place extrêmement agressives, j'ai pu conclure, en mars 1998, que les efforts de dissimulation de l'Irak étaient largement centrés sur la protection de Saddam Hussein contre les assassinats et n'avaient rien à voir avec la dissimulation d'armes de destruction massive. Cette conclusion, elle aussi gênante, a conduit les États-Unis à démanteler l'appareil d'investigation que j'avais si soigneusement mis en place au cours des quatre dernières années.

Il n'a jamais été question d'armes de destruction massive - Powell le savait. Il s'agissait toujours d'un changement de régime.

Utilisation de l'ONU comme couverture pour une tentative de coup d'État

En 1991, Powell a approuvé l'intégration de commandos d'élite de l'armée américaine dans l'état-major des activités spéciales de la CIA, dans le but d'utiliser l'UNSCOM comme couverture pour collecter des renseignements susceptibles de faciliter la destitution de Saddam Hussein. J'ai travaillé avec cette cellule spéciale de 1991 à 1996, pensant à tort que les capacités uniques de renseignement, de logistique et de communication qu'elle fournissait étaient utiles à la planification et à l'exécution des inspections complexes que j'aidais à mener en Irak.

Ce programme a abouti à l'échec de la tentative de coup d'État de juin 1996, qui a utilisé l'UNSCOM comme couverture opérationnelle - le coup d'État a échoué, l'état-major des

activités spéciales a cessé toute coopération avec l'UNSCOM, et nous, les inspecteurs, nous nous sommes retrouvés dans l'embarras. Les Irakiens avaient toutes les raisons de craindre que les inspections de l'UNSCOM soient utilisées pour cibler leur président, car, à vrai dire, c'était le cas.

La réalité du changement de régime n'apparaît nulle part dans la présentation de Powell au Conseil de sécurité, ni dans aucun de ses efforts pour présenter cette activité comme une bonne intention ratée par de mauvais renseignements. Le changement de régime a été le seul objectif politique de trois administrations présidentielles américaines successives - Bush 41, Clinton et Bush 43.

Powell a joué un rôle clé dans deux de ces administrations. Il était au courant. Il connaissait l'existence du groupe d'opérations en Irak de la CIA. Il connaissait la série de "conclusions" secrètes émises par les présidents américains autorisant la CIA à chasser Saddam Hussein du pouvoir en recourant à la force meurtrière. Il savait que les dés étaient jetés pour la guerre bien avant que Bush 43 ne décide d'engager les Nations unies à l'automne 2002.

Powell savait

Powell savait tout cela, et pourtant il s'est laissé utiliser comme façade pour vendre ce conflit à la communauté internationale, et par extension au peuple américain, en utilisant des renseignements qui étaient manifestement faux. Si, du simple fait de mon expérience en tant qu'inspecteur de l'UNSCOM, je savais que chaque mot qu'il prononçait devant le Conseil de sécurité était un mensonge au moment où il prenait la parole, Powell aurait dû en faire autant, car tous les aspects de mon travail en tant qu'inspecteur de l'UNSCOM étaient connus de la C.I.A. et documentés par elle.

Ce n'est pas que Powell ne me connaissait pas dans le contexte de l'histoire des armes de destruction massive. En effet, mon nom est apparu lors d'une interview que [Powell a accordée à Fox News](#) le 8 septembre 2002, lorsqu'on lui a demandé de commenter une citation tirée du discours que j'avais prononcé devant le Parlement irakien au début du mois et dans lequel j'avais déclaré : "La rhétorique de la peur n'a pas de sens :

"La rhétorique de la peur diffusée par mon gouvernement et d'autres n'a pas été étayée à ce jour par des faits concrets permettant de prouver que l'Irak est aujourd'hui en possession d'armes de destruction massive ou qu'il a des liens avec des groupes terroristes responsables d'attaques contre les États-Unis. En l'absence de tels faits, nous n'avons que des spéculations".

Powell a [répondu](#) en déclarant,

"Nous avons des faits, pas des spéculations. Scott a certainement droit à son opinion, mais je crains de ne pas placer la sécurité de ma nation et celle de nos amis dans la région sur ce genre d'affirmation faite par quelqu'un qui ne fait plus partie de la chaîne du renseignement... Si Scott a raison, alors pourquoi empêchent-ils les inspecteurs d'entrer dans le pays ? Si Scott a raison, pourquoi ne disent-ils pas : "N'importe quand, n'importe où, n'importe où, faites-les entrer, faites entrer tout le monde - nous sommes propres" ? La raison en est qu'ils ne sont pas propres. Nous devons découvrir ce qu'ils ont et ce que nous allons faire pour y remédier. C'est pourquoi la politique de ce gouvernement a consisté à insister pour que l'Irak soit désarmé conformément aux termes des résolutions pertinentes des Nations unies.

Bien entendu, en novembre 2002, l'Irak a fait exactement ce que Powell avait dit qu'il ne ferait jamais : il a laissé les inspecteurs de l'ONU revenir sans conditions préalables. Les inspecteurs ont rapidement révélé que les renseignements américains de "haute qualité" qu'ils avaient été chargés d'examiner n'étaient que de pures foutaises. Laissée à elle-même, la nouvelle série d'inspections en désarmement de l'ONU serait bientôt en mesure de donner à l'Irak un certificat de bonne santé, ouvrant ainsi la voie à la levée des sanctions et à la survie de Saddam Hussein.

Powell savait que ce n'était pas une option. Il s'est donc laissé utiliser pour diffuser de nouveaux mensonges, des mensonges qui allaient conduire les États-Unis à la guerre, coûter la vie à des milliers de militaires américains et à des centaines de milliers d'Irakiens, tout cela au nom d'un changement de régime.

Revenons à Robert Draper. J'ai passé un temps considérable à lui faire comprendre la réalité du changement de régime en tant que politique et le fait que la question du désarmement des ADM existait dans le seul but de faciliter le changement de régime. Apparemment, mes propos n'ont eu que peu d'impact, puisque tout ce que Draper a fait dans son article, c'est de poursuivre le faux récit selon lequel l'Amérique est entrée en guerre sur la base de renseignements erronés et trompeurs.

Draper a tort : l'Amérique est entrée en guerre parce que notre politique nationale, soutenue par trois administrations présidentielles successives, consistait à chasser Saddam Hussein du pouvoir. En 2002, la thèse des armes de destruction massive, qui avait servi à soutenir cette politique de changement de régime, s'est affaiblie.

Le discours de Colin Powell était un ultime effort pour utiliser l'histoire des ADM irakiennes dans le but qui a toujours été le sien, à savoir faciliter le départ de Saddam Hussein du pouvoir. Dans cette optique, le discours de Colin Powell a été l'un des plus grands succès de l'histoire de la CIA. Ce n'est cependant pas l'histoire que Draper a choisi de raconter, et le monde se porte plus mal à cause de cette occasion manquée.

Scott Ritter

Version originale: IRAQ 20 YEARS: Scott Ritter — Disarmament, the Fundamental Lie, [Consortium News](#), 19 mars 2023

Traduction : [Arrêt sur info](#)

Scott Ritter est un ancien officier de renseignement du corps des Marines qui a servi dans l'ex-Union soviétique pour mettre en œuvre les traités de contrôle des armements, dans le golfe Persique pendant l'opération Tempête du désert et en Irak pour superviser le désarmement des armes de destruction massive.

La source originale de cet article est [Consortium News](#)
Copyright © [Scott Ritter](#), [Consortium News](#), 2023

Articles Par : **Scott Ritter**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca